

Brochure n° 3341

Convention collective
IDCC : 2615. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Pyrénées-Atlantiques et Seignanx)

ACCORD DU 9 JUIN 2017
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS HIÉRARCHIQUES AU 1^{ER} JUILLET 2017

NOR : ASET1750670M
IDCC : 2615

Entre
UIMM Adour

D'une part, et

CFDT
CGT-FO
CFTC
CFE-CGC

D'autre part,

conformément aux dispositions légales relatives à la négociation collective, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Le présent accord, qui se réfère aux clauses générales et particulières de la convention collective de la métallurgie des Pyrénées-Atlantiques et du Seignanx du 28 septembre 2006 modifiée par avenant du 18 juillet 2011 et à l'accord national professionnel du 21 juillet 1975 sur la classification, est conclu ce jour et porte effet à dater du 1^{er} juillet 2017.

Article 1^{er}

Les nouveaux barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques fixés ci-dessous, seront sans répercussion sur les salaires réels actuels si ceux-ci sont supérieurs ; c'est-à-dire que les entreprises pratiquant des salaires réels actuellement supérieurs aux nouveaux barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques n'auront aucune répercussion à prévoir sur les réels.

Article 2

En application des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail concernant les conventions collectives, les barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques pour les Pyrénées-Atlantiques et le Seignanx, seront obtenus en multipliant les coefficients hiérarchiques par la valeur du point fixée à 5,40 € à compter du 1^{er} juillet 2017, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Un barème particulier majoré de 5 % s'applique aux ouvriers.

Un barème particulier majoré de 7 % s'applique aux agents de maîtrise d'atelier.

Article 3

Les rémunérations minimales hiérarchiques du barème joint en annexe comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 4

La prime d'ancienneté est calculée dans les conditions ci-après sur le barème des rémunérations minimales hiérarchiques :

- 2 % après 2 ans ;
- 3 % après 3 ans ;
- 4 % après 4 ans ;
- 5 % après 5 ans ;
- 6 % après 6 ans ;
- 7 % après 7 ans ;
- 8 % après 8 ans ;
- 9 % après 9 ans ;
- 10 % après 10 ans ;
- 11 % après 11 ans ;
- 12 % après 12 ans ;
- 13 % après 13 ans ;
- 14 % après 14 ans ;
- 15 % après 15 ans.

Cette prime, calculée séparément et en proportion directe de l'horaire de travail, s'ajoute aux appointements réels de l'intéressé.

La prime d'ancienneté devra figurer, à part, sur le bulletin de paie.

Article 5

Le présent accord est établi en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour être remis à chacune des parties signataires et pour le dépôt auprès des services du ministre chargé du travail, ainsi qu'au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Bayonne et de Pau dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent accord selon la procédure prévue aux articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Pau, le 9 juin 2017.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Grille des salaires minimaux hiérarchiques en vigueur au 1^{er} juillet 2017

Base 35 heures.

Valeur du point : 5,40 €.

(En euros.)

NIV.	GRILLE		CLASSIFICATION			SALAIRE MINIMUM HIÉRARCHIQUE		
	Éch.	Coef.	Administratif et technicien	Ouvrier	Maîtrise	ATAM	Ouvrier ⁽¹⁾	Maîtrise d'atelier ⁽²⁾
I	1	140		O 1		756	793,80	
	2	145		O 2		783	822,15	
	3	155		O 3		837	878,85	
II	1	170		P 1		918	963,90	
	2	180				972		
	3	190		P 2		1 026	1 077,30	
III	1	215		P 3	AM 1	1 161	1 219,05	1 242,27
	2	225				1 215		
	3	240		TA 1	AM 2	1 296	1 360,80	1 386,72
IV	1	255		TA 2	AM 3	1 377	1 445,85	1 473,39
	2	270		TA 3		1 458	1 530,90	
	3	285		TA 4	AM 4	1 539	1 615,95	1 646,73
V	1	305			AM 5	1 647		1 762,29
	2	335			AM 6	1 809		1 935,63
	3	365			AM 7	1 971		2 108,97
(1) Barème comprenant la majoration de 5 % prévue par l'accord national du 30 janvier 1980 et l'avenant du 4 février 1983.								
(2) Barème comprenant la majoration de 7 % prévue par le protocole d'accord national du 30 janvier 1980.								